

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°321 / Janvier 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^{ème} TRIMESTRE 2020

La conjoncture du troisième trimestre se stabilise après le rebond du deuxième trimestre. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, reste stable, avec des prix qui le demeurent aussi, et une hausse du crédit. L'économie privée est dans une situation favorable : même si les importations de biens d'investissement des entreprises diminuent, elles restent en forte progression en glissement annuel, tandis que l'encours des crédits progresse également. Le secteur du BTP est en légère contraction après le niveau record des importations de ciment du deuxième trimestre. Enfin, même s'il reste pour l'instant limité à la Nouvelle-Calédonie, le trafic international a amorcé sa reprise.

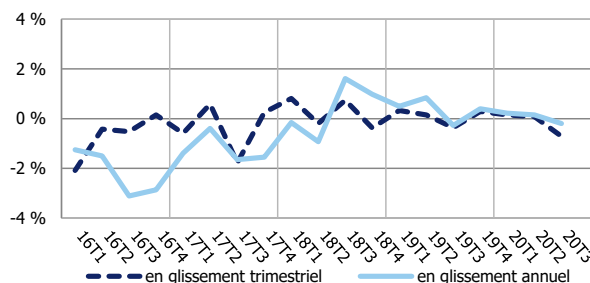
Un troisième trimestre en stabilisation après le rebond du deuxième trimestre

Légère diminution de l'indice des prix

Au troisième trimestre 2020, l'indice des prix se contracte en variation trimestrielle (-0,7 %), après la stabilisation des deux trimestres précédents (+0,1 % dans les deux cas). Les prix de l'énergie connaissent une forte baisse (-11,2 %), tandis que les prix des produits manufacturés et des services sont stables. Les prix de l'alimentation augmentent légèrement (+0,6 %).

En rythme annuel, l'indice global est assez stable (-0,2 %). Les prix de l'alimentation, des services et des produits manufacturés sont en hausse (respectivement +2,1 %, +0,8 % et +0,3 %). En revanche, les prix de l'énergie connaissent une forte diminution (-13,7 %). En plus de la diminution des prix de l'électricité avec la mise en place de la dernière étape de la péréquation tarifaire en janvier 2020, les prix des carburants ont également baissé sur l'année, de 23,1% pour l'essence et de 22,4% pour le gasoil par rapport à septembre 2019.

Évolution de l'indice des prix à la consommation

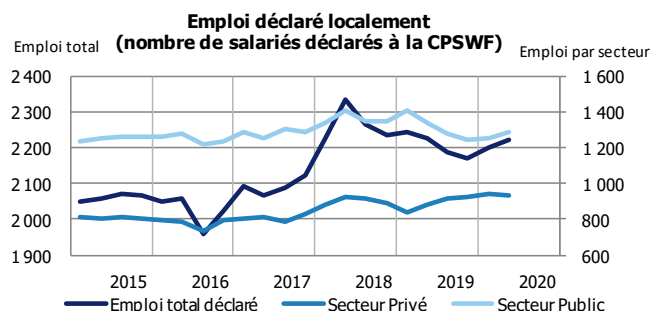


Source : STSEE, données trimestrielles

Stabilisation de l'emploi déclaré

Selon les données à fin juin 2020, 2 223 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 200 à fin mars 2020. Ainsi, bien qu'en stagnation sur l'année (-0,1 %), l'emploi augmente par rapport au premier trimestre (+1,0 %). Cette augmentation de l'emploi déclaré est due au secteur public (+3,0%), alors que l'emploi a diminué dans le secteur privé (-1,5 %).

À fin juin 2020, on dénombre 1 291 salariés dans le secteur public, en augmentation (+3,0 %) par rapport au trimestre précédent, mais en baisse en rythme annuel (-3,7 %). Le secteur privé compte 932 salariés, soit une baisse trimestrielle (-1,5 %), mais la tendance d'augmentation sur l'année se poursuit (+5,4 %). Hormis le secteur de l'artisanat/industrie où l'emploi diminue sur le trimestre (-12,3 %), l'ensemble des autres secteurs est stable par rapport au premier trimestre. Après s'être replié fin 2019, le secteur du BTP se maintient, le nombre de personnes employées passant de 69 (fin mars 2020) à 70 (fin juin 2020). Toutefois, en glissement annuel,



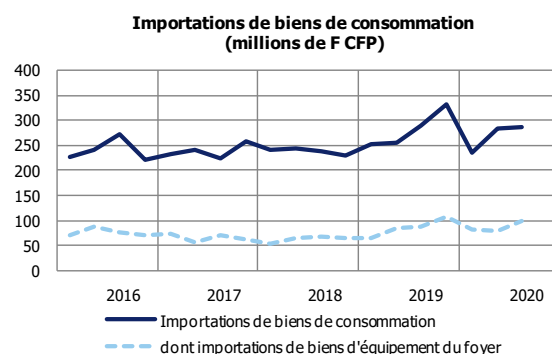
Source : CPSWF

l'emploi dans le BTP diminue de 4,1 %. En revanche, les emplois déclarés dans le secteur privé dans son ensemble progressent en glissement annuel (+5,4 %), avec plus particulièrement des hausses dans le commerce (+6,5 %) et les services (+6,7 %). En conséquence, la part de l'emploi du secteur public dans l'économie du Territoire augmente pour s'établir à 58,1 % (contre 57,0 % au trimestre précédent).

La consommation des ménages se stabilise

Après leur fort rebond (+20,8 %, CVS) au deuxième trimestre, les importations de biens de consommation se maintiennent au troisième trimestre 2020 (+0,2 %, CVS), à 287 millions de F CFP (données CVS). Elles augmentent légèrement en glissement annuel (+0,8 %, CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer augmentent sur le trimestre (+22,0 %, CVS) et sur l'année (+18,3 %, CVS), à 98 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement sont en hausse sur le trimestre (+17,5 %, CVS) pour atteindre 41 millions de F CFP (CVS), mais en baisse sur l'année (-32,8 %, CVS).



Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est en forte diminution sur le trimestre (passage de 24 véhicules au deuxième trimestre à 10 durant le troisième, soit -56,1 %, CVS) ainsi que sur l'année (-50,1 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en légère hausse sur le trimestre (+0,7 %, CVS), avec une hausse plus marquée sur l'année (+17,4 %, CVS).

L'encours des crédits à la consommation progresse à la fois sur le trimestre (+5,2 %) et sur l'année (+5,7 %). Le taux de créances douteuses brutes des ménages reste stable et s'établit à 2,2 % contre 2,3 % au trimestre précédent, niveau particulièrement bas en comparaison de la moyenne des dernières années (3,7 % en 2019, 4,4 % en 2018).

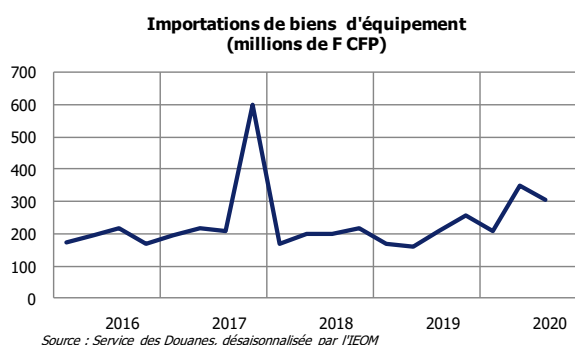
À fin septembre 2020, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont contrastés. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire continue à diminuer en passant de 216 à 204 personnes, soit une diminution de 5,6 %. Il augmente cependant sur l'année (+16,6 %), à cause d'une forte hausse au premier trimestre 2020. Le nombre d'incidents de paiement par chèque augmente fortement ce trimestre (+40,5 %, 163 incidents contre 116 au deuxième trimestre), ainsi qu'en glissement annuel (+106,3 %).

Maintien de l'investissement des entreprises

Après leur important rebond au deuxième trimestre (+68,0 %, CVS), les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises diminuent au troisième trimestre (-14,9 %, CVS), mais restent cependant plus élevées qu'au premier trimestre et qu'en 2019, avec une hausse sur l'année (+62,6 %, CVS).

Les importations de biens intermédiaires se maintiennent par rapport au deuxième trimestre (-1,3 %, CVS) et poursuivent leur hausse en glissement annuel (+48,1 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires diminuent par rapport au deuxième trimestre 2020 (-30,7 %, données CVS²) ainsi que par rapport au troisième trimestre 2019 (-36,8 %, CVS).



L'encours des crédits aux entreprises (1 032 millions de F CFP) augmente sur le trimestre (+2,3 %) et sur l'année (+16,8 %). Les crédits d'investissement augmentent fortement par rapport au trimestre précédent (+13,6 %) ainsi que sur l'année (+3,8 %). En revanche, les crédits d'exploitation passent d'un niveau élevé (64 millions de F CFP au trimestre précédent) à 6 millions de F CFP à fin septembre. L'accroissement des crédits aux entreprises est ainsi principalement attribuable à la hausse des crédits d'investissement qui représentent 68 % de l'encours des entreprises. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

² Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

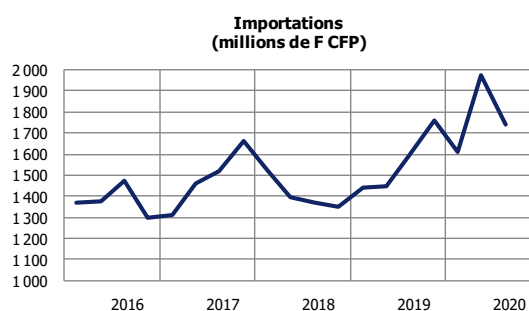
augmente légèrement au troisième trimestre, s'établissant à 2,5 % contre 2,1 % au trimestre précédent. Mais il reste en baisse en glissement annuel (-0,9 points).

Poursuite d'une tendance globale positive des importations après un début d'année difficile

Les importations totales progressent sur l'année (+13,6 %, CVS) malgré une contraction sur le trimestre (-11,5 %, CVS). Elles s'élèvent à 1 742 millions de F CFP (données CVS).

Premier poste d'importations, les importations de produits alimentaires augmentent par rapport au deuxième trimestre 2020 (+3,5 %, soit 455 millions de F CFP contre 440 millions au trimestre précédent, CVS). A contrario, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires à destination des entreprises (respectivement 305 et 332 millions de F CFP, CVS) représentent à elles deux 637 millions de F CFP au troisième trimestre 2020 contre 694 millions au deuxième trimestre 2020, soit une baisse de 8,2 % (CVS).

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en baisse de 6,6 % sur le trimestre, à 297 millions de F CFP, un niveau également en recul comparé à celui du troisième trimestre 2019 (-20,3 %).³

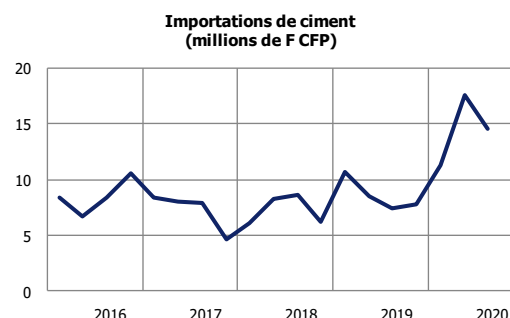


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Situation globalement positive pour les principaux secteurs d'activité

Le BTP en légère contraction

Le secteur du BTP se contracte avec des importations de ciment qui diminuent par rapport au niveau record du deuxième trimestre (-18,3 %, CVS). Toutefois, ces importations restent bien supérieures à leur niveau de 2019 (+88,4 % sur l'année, CVS) : elles se maintiennent à 14,5 millions de F CFP contre 8,6 millions en moyenne sur l'année 2019 (CVS). Les effectifs salariés se stabilisent en fin de premier semestre (+1,4 % à fin juin par rapport à fin mars) pour s'établir à 70 employés.



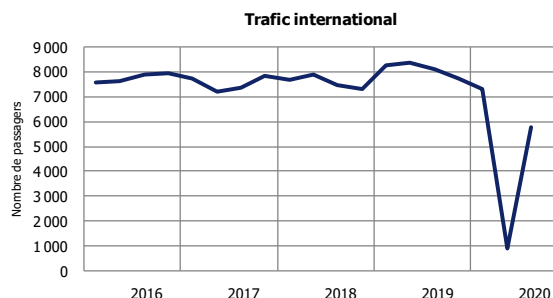
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Une activité commerciale qui poursuit sa reprise

Après un premier trimestre de repli et un rebond au deuxième trimestre, le secteur du commerce poursuit sa reprise. Les importations de biens de consommation se maintiennent (+0,2 %, CVS) et celles de produits alimentaires continuent leurs progressions (+3,5 %, CVS). Les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement connaissent même une hausse plus importante (respectivement +22,0 % et +17,5 %, CVS). En revanche, les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement diminuent (respectivement -1,3 % et -14,9 %, CVS).

La fréquentation du Territoire reprend mais reste limitée

Le tourisme (possible uniquement depuis la Nouvelle-Calédonie) amorce sa reprise, avec un trafic international en hausse de 560,4 % par rapport à un deuxième trimestre très difficile car limité uniquement aux rapatriements : on passe ainsi de 873 à 5 764 passagers (données CVS). Toutefois, le trafic reste en baisse de 25,5 % en glissement annuel (CVS). Quant au trafic intérieur, il a également repris (+48,8 %, soit 3 012 passagers, données CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

En rythme annuel, le trafic aérien global diminue, avec la baisse conjointe du trafic international (-25,5 %, CVS) et du trafic intérieur (-7,4 %, CVS).

³ Le taux de taxation variant de manière importante en fonction du type d'importation, une modification de la composition des importations globales peut donc faire fortement varier le niveau des taxes d'un trimestre à l'autre.

La conjoncture régionale et internationale

ASIE PACIFIQUE : UNE REPRISE A PLUSIEURS VITESSES

La **croissance chinoise** a progressé de 4,9 % au troisième trimestre en glissement annuel grâce à un rebond de la production industrielle (+5,8%) qui revient sur son rythme d'avant crise, et à une légère augmentation des ventes au détail au troisième trimestre en glissement annuel (+0,9%). Le soutien public à l'investissement, l'appréciation du yuan, la maîtrise de la pandémie et l'augmentation du revenu disponible par habitant (+0,9% sur les neuf premiers mois de l'année) ont permis de stimuler la demande intérieure. Enfin, les exportations ont augmenté de 10,2% au T3 en glissement annuel, tandis que les importations ont augmenté de 4,3%. Sur l'année, le FMI prévoit une croissance légèrement inférieure à 2 %, contre un recul de 4,3 % aux Etats-Unis et de 8,3 % dans la zone euro.

En Corée du Sud le PIB a progressé de 1,9% au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent où il s'était contracté de 3,2%. Il s'agit de la première progression trimestrielle depuis le début de la pandémie, portée par le premier redressement des exportations depuis 6 mois (+7,7% en glissement annuel). En revanche, la dette publique coréenne progresse sous l'effet du 4ème budget supplémentaire et devrait atteindre 43,5% du PIB sur l'ensemble de l'année 2020.

L'Australie est rentrée en récession pour la première fois depuis 29 ans au cours du deuxième trimestre, où le PIB a chuté de 7% par rapport au trimestre précédent, mais la croissance devrait revenir en territoire positif au T3 2020. Des mesures fortes de relance, venant en parallèle d'une politique ultra-expansionniste de la Banque Centrale ont été présentées à travers le budget de 2020-2021 qui comprend plus de 60 milliards d'euros d'allègements fiscaux. La Banque a également mis en place pour la première fois de son histoire une politique officielle de rachat des bons du Trésor sur les marchés secondaires à hauteur de 100 Mds AUD sur 6 mois.

La zone Pacifique est toujours très affectée par les très strictes restrictions de voyage. A Fidji, selon la Banque Mondiale, le PIB devrait se contracter de plus de 20 % en 2020 et la chute de 75 % du nombre de visiteurs étrangers a déjà détruit 40 000 emplois dans le secteur touristique. Le taux de chômage pourrait atteindre 37% d'ici la fin de l'année, contre 17% pré-COVID, selon un nouveau rapport conjoint de la BASD et de l'ONU. Face à cette situation, le gouvernement a préparé un plan de relance de 3,7 milliards de dollars fidjiens pour protéger la population et soutenir l'activité économique.

Le Japon a été en récession pendant trois trimestres consécutifs et a enregistré sa plus mauvaise performance au 2ième trimestre avec une contraction de -7,8% par rapport au trimestre précédent. Le Japon a donc déployé des mesures massives de relance budgétaire mais la confiance reste en berne, et la propension des ménages à épargner connaît des niveaux records puisque ceux-ci ont épargné 44% de leurs revenus entre avril et août 2020, contre 33% sur la même période en 2019. Les ménages préfèrent donc constituer une épargne de précaution, et n'ont pas dépensé la prime de 100 000 JPY versée à tous les résidents dans le cadre du plan de relance.

Bureau of Statistics of China, Fiji Bureau of Statistics, direction Générale du Trésor, Banque Mondiale, Japan Times.

L'ÉCONOMIE MONDIALE AMORCE UNE LENTE REPRISE AU TROISIEME TRIMESTRE

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2020 anticipent un repli du PIB mondial de 4,4 % en 2020. Ces perspectives sont ainsi moins pessimistes qu'en juin dernier puisque le FMI tablait alors sur une contraction de 4,9 %. Cette révision s'explique par une moindre dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en particulier dans les pays avancés, et par une reprise plus marquée au troisième trimestre. Cette estimation ne prend toutefois pas en compte les nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu annoncées dans plusieurs pays européens au mois d'octobre, qui devraient peser sur l'activité durant les derniers mois de l'année. Pour 2021, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 5,2 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin.

Aux États-Unis, le PIB a rebondi au troisième trimestre pour progresser de 7,4 % en rythme trimestriel, après une chute de 9,1 % au trimestre précédent. La reprise de la consommation (+8,9 %) et de l'investissement privé (+16,3 %) sur le trimestre explique en grande partie cette tendance. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI estime que le pays devrait enregistrer une baisse de son PIB de 4,3 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juin (-8,0 %).

Dans la zone euro, le rebond a été encore plus marqué sur le trimestre puisque le PIB a augmenté de 12,6 % par rapport au trimestre précédent, soit la hausse la plus importante depuis le début des séries temporelles. À fin septembre, le taux de chômage a continué de croître pour s'établir à 8,3 % tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 8,3 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays.

En France, le PIB enregistre également une progression importante au troisième trimestre (+18,2 %) selon l'Insee. Les principales composantes du PIB rebondissent nettement, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (+17,3 %), de l'investissement (+23,3 %), des importations (+16,0 %) ou des exportations (+23,2 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 9,8 % sur l'ensemble de l'année, plus marquée que celle estimée par la Banque de France (-8,7 %).

Le PIB a également retrouvé une trajectoire positive au **Japon** puisque le pays a enregistré une croissance de 5 % sur le trimestre. Le regain épidémique constaté aux mois de juillet et août a toutefois obéré la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sur la période. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,3 % dans ses dernières estimations, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin.

Enfin, **les pays émergents et en développement** verraient leur PIB décliner de 3,3 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays : la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,9 % sur l'année tandis que l'Inde, le Brésil et le Mexique enregistreraient un repli de respectivement 10,3 %, 5,8 % et 9,0 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 novembre 2020.